

## Zygmunt Bauman

Entretien

Né en 1925, Zygmunt Bauman a gardé l'espérance. Il aurait pourtant eu mille fois l'occasion de la perdre, lui qui a connu les totalitarismes du XXe siècle, ayant dû par deux fois fuir sa Pologne natale, en 1939 devant le régime nazi, en 1968 devant un régime communiste en plein délire antisémite. Professeur de philosophie et de sociologie à l'université de Leeds (Grande-Bretagne) depuis 1971, il n'a cessé d'interroger l'héritage ambigu des Lumières, reconnaissant la part de barbarie que contient notre civilisation. Plutôt qu'à l'affrontement du Bien et du Mal, il croit à une sorte de philosophie de la bonté, qui n'aurait pas renoncé à se révolter contre l'injustice et l'oppression. De façon sensible, s'intéressant autant aux mécanismes globaux de la mondialisation qu'au destin fragile de chacun, il a décrit notre modernité « liquide », sans repères ni attaches, qui fabrique des individus solitaires et apeurés. Sa pensée est encore mal connue en France, éditée malheureusement par morceaux sans logique chronologique.

*Vous avez écrit il y a vingt ans « La Décadence des intellectuels ». Avec le recul, diriez-vous que les années 80 ont effectivement été l'époque de la « décadence » des intellectuels ?*

Oui, les années 80 représentent la fin d'une époque dans l'histoire des intellectuels. Un rêve était en train de disparaître : celui, énoncé par les philosophes des Lumières, d'une société idéale, garante du bonheur humain, une société qui serait conçue par la raison humaine et qui verrait le jour grâce à la créativité et le travail des hommes. Cette idée vieille de deux cents ans a été désavouée à la fin du XXe siècle par l'échec et la dégénérescence spectaculaire du système communiste ainsi que par la perte de pouvoir des Etats-Nations auxquels les projets des intellectuels étaient précédemment adressés. Et c'est en disparaissant que ce rêve s'est fait le plus remarquer : on s'est mis alors à déplorer la fin des utopies, la fin des idéologies. Les intellectuels ont cessé d'être des « législateurs », c'est-à-dire ceux qui écrivent les feuilles de route censées mener à cette société idéale. Ils ont semblé douter qu'ils étaient capables de concevoir ce projet, mais surtout, que ce travail en valait la peine. Je me suis demandé quel rôle nouveau, pour peu qu'il y en ait un, prévoyaient alors d'assumer les intellectuels. A l'époque, j'ai émis l'hypothèse qu'ils allaient troquer l'ambition moderne de changer le monde contre celle de mieux l'interpréter, c'est-à-dire mieux lui donner du sens...

*Notre monde est-il plus difficile à comprendre ?*

Premièrement, nous avons de plus en plus conscience que la variété stupéfiante des modes de vie n'est pas une contrariété temporaire sur le chemin de l'unité, mais bien une réalité définitive. En d'autres termes, notre environnement social, que nous espérions autrefois rendre homogène, demeurera vraisemblablement une mosaïque de diasporas. Nous n'aurons d'autre choix que ce monde multiculturel, constitué de différences ; nous devons donc apprendre à vivre avec ces différences. C'est tout un art, qui exige une capacité au dialogue, à la traduction entre les cultures...

Deuxièmement, l'écart ne cesse de croître entre les conditions de vie (condition sociale, perspectives d'évolution, défis à relever, problèmes à résoudre) et ce qui les gouverne. L'incertitude a toujours accompagné les hommes de près... Et les a toujours effrayés. Mais, aujourd'hui, les peurs sont diffuses, éparses, mal définies, il est difficile de les pointer du doigt, de remonter à leur source... Voilà ce qui rend les peurs contemporaines si difficiles à tempérer, encore plus à juguler. Elles émanent de partout : emplois instables, compétences insuffisantes, règles du jeu sans cesse changeantes, précarité des liens entre les gens, reconnaissance sociale de plus en plus fragile, menace d'effluves toxiques ou de nourriture cancérigène, perspective d'exclusion de l'économie de marché, atteinte à la sécurité personnelle dans la rue et chez soi. Ces incertitudes se nourrissent les unes les autres et se renforcent, pour former un état d'esprit et de sentiments que seuls les termes « insécurité diffuse » sont aptes à décrire. Nous nous sentons peu sûrs de nous car nous ne savons pas de quoi découle notre angoisse, et ignorons comment réagir...

Et nos peurs sont faciles à recycler en fonds de commerce très rentable. Le besoin pressant ressenti par le peuple de « faire quelque chose » contre les causes (inconnues) de ces angoisses peut être exploité de façon à se fixer sur des sujets qui ne sont pas nécessairement responsables de l'insécurité. Un tel détournement ne procure pas de remède à l'angoisse, et ne diminue donc pas les réserves de « capital peur » disponibles. Il fait en revanche les affaires des candidats au pouvoir et des marchands de produits « liés à la sécurité ». On comprend dès lors qu'il y ait peu d'intérêt pour les gouvernements à éliminer les sources de ces incertitudes... Quant aux experts, aux « gens qui savent », nous n'avons aucun moyen de vérifier la véracité de leurs diagnostics, et n'avons d'autre choix que de les croire (comme ce fut le cas lorsque, par exemple, nos dirigeants nous ont expliqué que Saddam Hussein possédait des armes de destruction massive, ou lorsqu'on nous a expliqué que tous nos soucis disparaîtraient une fois que les réfugiés politiques et les immigrés économiques seraient renvoyés chez eux).

Aujourd'hui, je dirais plutôt que les « hommes de pouvoir » ont perdu une grande partie du pouvoir qui était le leur - ou auquel ils aspiraient - à l'âge d'or de l'Etat-Nation. Le fossé se creuse de plus en plus entre le pouvoir et la politique : alors que le pouvoir s'évapore vers le haut, dans une sphère mondiale, au-delà des frontières étatiques, la politique, elle, reste cantonnée à la sphère locale, et elle est de plus en plus dénuée de réel pouvoir sur des processus qui la dépassent. Les politiques ne mesurent plus leur succès en menant la société vers la perfection, mais en gagnant les prochaines élections. Et les intellectuels ne se tournent plus vers les hommes de pouvoir pour faire advenir leurs rêves dans la réalité...

*L'intellectuel semble avoir toujours eu du mal à se situer par rapport au « peuple », à la masse, aux cultures populaires. Pourquoi ?*

De manière explicite ou implicite, les intellectuels modernes se sont eux-mêmes définis à travers le « rapport particulier » qu'ils entretenaient avec le peuple. Les philosophes ont mis le peuple sous leur tutelle, en se donnant pour mission de l'éclairer et de l'élever au-dessus de sa condition d'ignorance et de souffrance... avec ou sans son accord. Cette volonté faisait partie intégrante de l'« élaboration de l'Etat-Nation » (faire émerger l'idée de « pays », transformer le méli-mélo d'identités locales en un corps national et citoyen), élaboration qui est aujourd'hui, au moins en Europe, globalement achevée. Et la société de citoyens s'étant transformée petit à petit en une société de consommateurs, on a fait du peuple un réservoir de clients potentiels de biens et de services spirituels et culturels proposés par les intellectuels et les artistes. Comme la demande populaire ne s'est pas révélée aussi haute et gourmande qu'on l'avait espéré, le peuple a été rebaptisé « la masse » par les créateurs et revendeurs de culture offensés.

*Et l'intellectuel ne fait jamais partie de la masse...*

En effet. D'ailleurs beaucoup d'intellectuels font sécession, passant des confins de l'Etat-Nation à un espace virtuel supranational, tandis que le peuple, toujours ancré dans son environnement, est laissé à l'abandon. S'il existe une mission à laquelle s'identifient les intellectuels, elle tend à être mondiale plutôt que locale : le « rapport particulier » avec les « gens de chez soi » - compatriotes, concitoyens... -, apparu à l'époque de la construction de la nation, a été rompu... Les intellectuels se décrivent de plus en plus comme des cosmopolites, issus de mélanges culturels. La culture légitime ne consiste plus à établir une frontière entre le haut niveau et le médiocre, entre l'élite et la masse, mais à se sentir chez soi dans toutes les formes de culture, tout en considérant qu'aucune de ces formes ne peut à elle seule constituer son chez soi...

*Comment alors interprétez-vous les tentatives (au moins en France) de redéfinition de « valeurs communes », d'une identité ou culture nationale, quelquefois appelée de leurs vœux par les intellectuels eux-mêmes ?*

Il ne s'agit pas que de la France : un peu partout dans le monde, les valeurs, autrefois précieusement conservées et contrôlées par les « communautés d'appartenance », sont désormais à la disposition de réseaux mal tissés, composés artificiellement, liés et reliés quotidiennement par des individus qui s'y attachent et s'en détachent. C'est un réflexe naturel de chercher à revenir à ce qui a disparu, dans l'espoir vain de reforgé de façon volontariste les idées et valeurs qui autrefois se présentaient comme « naturelles ». Dans le cas des communautés, l'espoir est probablement plus vain encore, puisque les « valeurs communes » tiennent leur rôle social régulateur précisément du fait qu'elles ne sont pas l'objet d'un choix et donc qu'elles n'ont pas conscience de leur nature communautaire... Dès lors que l'on déclare : « comme il est agréable de partager des valeurs communes », on affirme sans s'en rendre compte la perte du caractère communautaire de la communauté.

*Vous écrivez « La promesse de la modernité reste encore à être tenue ». En quoi pourrait consister pour nous cette grande promesse une fois revenus de l'illusoire projet de la société parfaite ?*

L'idée d'une société parfaite (c'est-à-dire une société qui n'a plus besoin de réformes) était, semble-t-il, une illusion. Tout comme l'était l'idée selon laquelle il n'existerait qu'un seul facteur déterminant (comme les inégalités de classes sociales ou de races) sur lequel on pourrait agir pour se débarrasser de tous les malheurs de l'humanité. Ce qui n'était pas illusoire, en revanche, c'est la possibilité de changer le monde et les conditions de vie des hommes, de lutter contre l'insécurité, la servitude, l'injustice, la violence, la souffrance, l'humiliation, les atteintes à la dignité humaine... Mais, pour être capables de réformer et de lutter, nous avons besoin de mieux comprendre où se situent les origines de tout ce mal et quels sont ses mécanismes de production. Trouver ces origines, leur donner un nom et les exposer, ne suffirait pas, en soi, à rendre le monde plus agréable à l'homme ; mais les chances de le rendre plus agréable sans les exposer sont, pour ainsi dire, bien minces...

Propos recueillis par Catherine Portevin. Télérama n° 3029 / en 2008.